



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

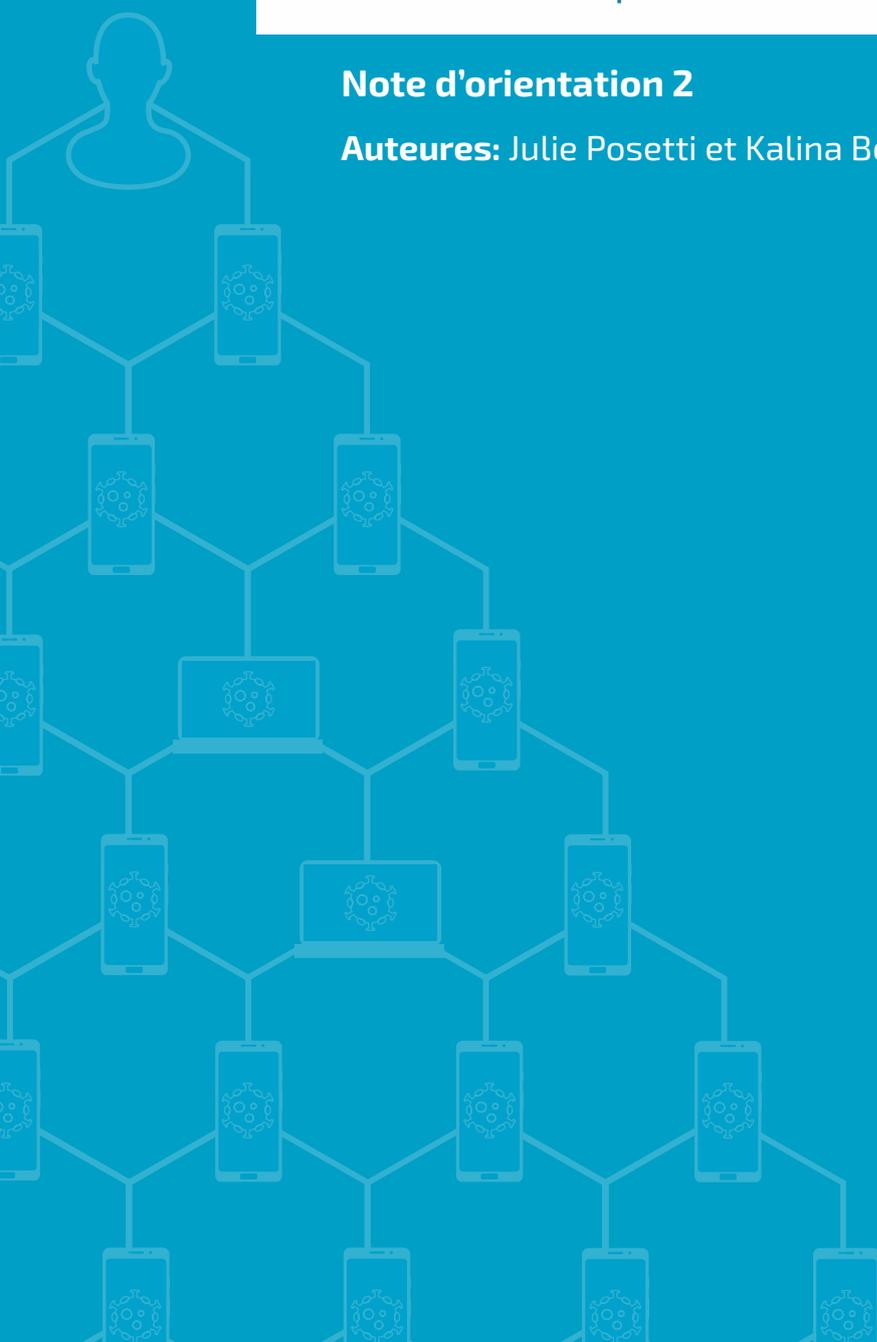


DÉSINFODÉMIE

Dissection des réponses à la désinformation sur le **COVID-19**

Note d'orientation 2

Auteurs: Julie Posetti et Kalina Bontcheva



Cette note d'orientation analyse les réponses qui émergent face à la propagation prolifique de la désinformation associée à la pandémie de COVID-19, dans un contexte de défis pour la liberté d'expression. Elle accompagne l'autre note d'orientation "[Désinfodémie: déchiffrer la désinformation sur le COVID-19](#)", qui a décrit les thèmes, les formats et les types de réponses à ce que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) appelle une "[désinfodémie massive](#)".

Le terme adopté dans cette recherche pour décrire les contrevérités qui alimentent la pandémie et ses impacts est "**désinfodémie**" - en raison de l'énorme "charge virale" de la désinformation potentiellement mortelle qui est décrite par le Secrétaire général des Nations Unies comme un poison, et l'[autre "ennemi"](#) de l'humanité dans cette crise.

En publiant cette note d'orientation, l'UNESCO cherche à mettre en lumière les défis et les opportunités liés à la nécessité urgente "d'aplatir la courbe" de la "désinfodémie" et de proposer des options d'actions possibles.

Le contexte

La première [note d'orientation de cette série](#) propose deux typologies pour comprendre la "désinfodémie":

- Premièrement, elle identifie **neuf thèmes clés** et **quatre principaux types** de formats associés à la désinformation sur le COVID-19 et à ses impacts. Les thèmes vont des fausses informations sur les origines, la propagation, les taux d'infection et de mortalité, aux symptômes et aux traitements, et comprennent des contenus conçus pour frauder, ainsi que des attaques politiques contre les journalistes et la présentation trompeuse d'un journalisme indépendant crédible comme étant de "fausses nouvelles". Les formats adoptés incluent des modalités narratives qui peuvent être émouvantes, images et vidéos inventées, modifiées frauduleusement ou décontextualisées, sites Web, ensembles de données et sources factices, agents et campagnes orchestrées de désinformation.
- La deuxième dimension de la typologie décrit **10 types de réponses** à la "désinfodémie", groupées en quatre catégories:
 - » Contrôle, vérification des faits et réponses basées sur enquête visant à identifier, démystifier et démontrer la désinformation sur le COVID-19
 - » Réponses basées sur la gouvernance, qui incluent la loi et la politique, et les réponses étatiques pour lutter contre la désinfodémie.
 - » Curation, réponses technologiques et économiques concernant les politiques et pratiques des institutions médiatrices de contenu
 - » Des réponses normatives et éthiques, éducatives, de responsabilisation et de certification de crédibilité - qui s'adressent toutes aux publics visés par les agents de désinformation, avec une attention particulière portée aux citoyens et aux journalistes

C'est cette deuxième typologie qui est analysée plus en détail dans cette note d'orientation. Cette évaluation donne lieu à une liste d'options d'action qui peuvent être envisagées par les organisations intergouvernementales, les sociétés de communication Internet, les gouvernements, les organisations de la société civile, les universitaires et les médias d'information.

Le contexte des droits humains

Chacun a le droit de rechercher, de recevoir et de communiquer des informations. L'UNESCO et ses partenaires s'emploient à protéger et à renforcer ce droit et à construire des "sociétés du savoir" à travers de multiples actions, notamment:

- lutter contre la diffusion de la désinformation,
- soutenir un journalisme indépendant et de qualité,
- responsabiliser les citoyens du monde grâce à l'éducation aux médias et à l'information, et
- aider les états membres à respecter les normes internationales en matière de liberté d'expression

Ces quatre lignes d'action sont essentielles pour exercer le droit à la santé, qui est l'un des droits économiques, sociaux et culturels reconnus par la communauté internationale. Elles sont essentielles pour atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) 16.10 des Nations Unies sur "l'accès du public à l'information et aux libertés fondamentales". Cette cible de l'ODD contribue à renforcer d'autres ODD, notamment l'ODD 3 sur "la bonne santé et le bien-être", qui est crucial en ces temps de crise sanitaire.

En publiant cette deuxième note d'orientation sur le thème de la "désinfodémie", l'UNESCO vise à [#PartagerLeSavoir](#) afin d'aider les gouvernements, les institutions, les communautés et les individus à:

- comprendre le contexte général de la désinformation et avoir un aperçu des types de réponses mises en œuvre,
- en relever les défis et les opportunités impliqués, et
- analyser les options d'action qui ressortent de cette évaluation.

Vue globale

Dans cette note d'orientation, les 10 types de réponses à la désinformation concernant le COVID-19 (telles qu'identifiées dans [la note connexe](#)) sont examinés plus en détail.

Cette analyse est basée sur les recherches menées par les auteurs en vue d'un prochain rapport de la Commission sur le haut-débit UIT-UNESCO, pour lequel une typologie hiérarchique des réponses à la désinformation est en cours d'élaboration. Dans les deux cas, les réponses sont catégorisées en fonction de leurs objectifs, plutôt qu'en fonction des acteurs qui promulguent ces réponses (par exemple, les plateformes sociales, les gouvernements, les médias d'information ou les citoyens).

De plus, une évaluation de chaque catégorie de réponse est présentée, en fonction de leurs implications et de leurs forces et faiblesses globales. Le débat examine la pertinence de chaque réponse par rapport à la liberté d'expression, qui est à la fois un droit fondamental et une arme clé dans la lutte contre la "désinfodémie".

Le circuit de désinformation peut être évalué en termes de production, de transmission et de réception/consommation. Dans une quatrième dimension, il y a la reproduction du contenu à travers un partage et une amplification au-delà du cycle initial.

Les réponses visent à répondre à ces quatre « moments » - réduire l'offre et la génération de faux contenus, limiter sa transmission, inoculer les récepteurs contre les effets et empêcher une plus ample circulation.

Par exemple, les réponses liées à la certification ciblent la réception et la consommation de la désinformation. Comme l'éducation aux médias et à l'information, ils peuvent également être efficaces au stade de la « reproduction », lorsque le faux contenu est partagé. À titre de comparaison, « déplateformer » les acteurs de la désinformation pour leur comportement est une réponse autorégulatrice des sociétés Internet, pertinente pour le filtrage au moment de la transmission. L'augmentation de l'offre de contenus anti-désinformation (contre-messages) est une intervention de départ, tout comme les mesures de soutien à la production d'un journalisme indépendant.

Dans l'analyse contenue à la fois dans cette note d'orientation et dans sa [note d'accompagnement](#), les réponses sont évaluées en termes de modalités qui ont des implications pour les quatre « moments » du circuit de désinformation. Cette approche ne classe donc pas les réponses par type d'acteurs conduisant l'intervention (par exemple, les gouvernements, les éducateurs), ni par les acteurs qui sont ciblés par les réponses (par exemple, les escrocs d'une part, les consommateurs potentiels de l'autre). Au lieu de cela, en se concentrant sur les modalités de réponse, cette approche reconnaît que celles-ci ont une pertinence transversale pour les différents groupes.

De plus, la plupart des modalités concernent directement les quatre « moments » du circuit de désinformation - production, transmission, réception/consommation et reproduction.

Ils englobent également diverses possibilités en relation avec les forces motrices de la désinformation. Par exemple, une personne peut être motivée à diffuser de la désinformation sur un faux remède afin d'essayer d'être utile en partageant des informations apparemment utiles. Les réponses peuvent chercher à résoudre ce problème de manière non punitive dans le cadre de la reproduction, par exemple en initiant la personne à l'éducation aux médias et à

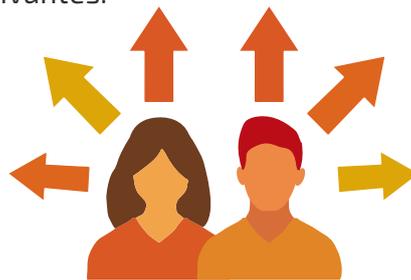
l'information. Mais, lorsque le motif est un gain monétaire en vendant des médicaments dont l'efficacité n'a pas été prouvée, les méthodes de ciblage de l'« écosystème » - comme avec les réponses juridiques et réglementaires - sont pertinentes. L'examen des modalités des réponses permet de contextualiser les différents acteurs et cibles, leurs motivations et les différents « moments » du circuit de désinformation où les interventions sont censées avoir un impact.

L'analyse ci-dessous couvre les modalités suivantes:



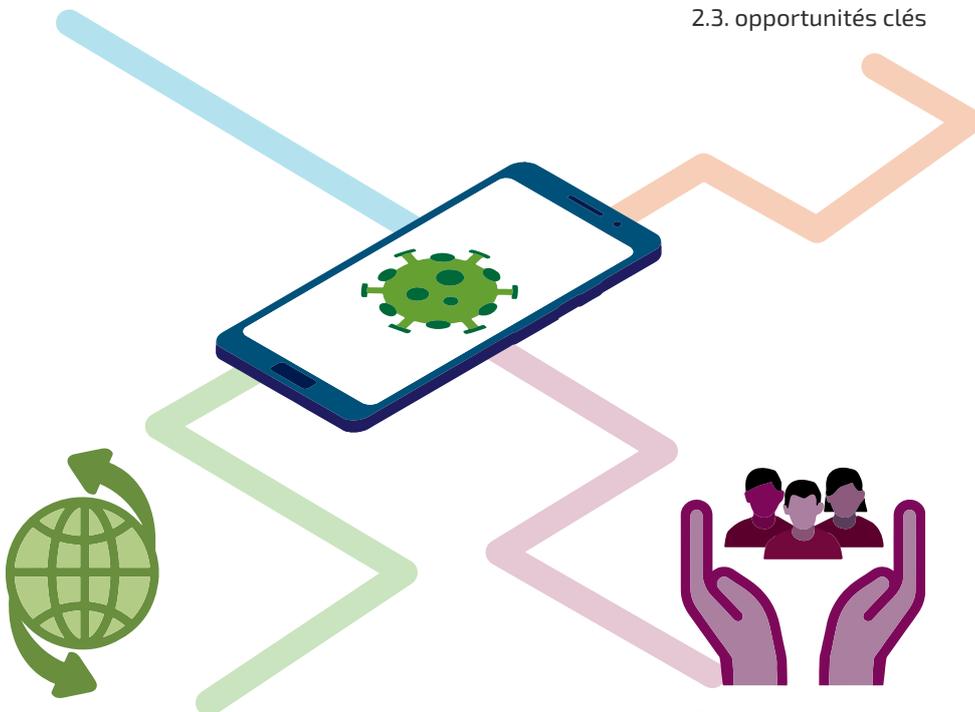
1. l'identification de la désinformation

- 1.1. hypothèses clés
- 1.2. défis clés
- 1.3. opportunités clés



2. les producteurs et distributeurs

- 2.1. hypothèses clés
- 2.2. défis clés
- 2.3. opportunités clés



3. la production et la distribution

- 3.1. hypothèses clés
- 3.2. défis clés
- 3.3. opportunités clés

4. le soutien aux publics cibles de la désinformation

- 4.1. hypothèses clés
- 4.2. défis clés
- 4.3. opportunités clés



1 Les réponses axées sur l'identification de la désinformation sur le COVID-19

Cette catégorie de réponses concerne le suivi des informations qui sont diffusées très rapidement, la vérification de leur exactitude, l'identification de la personne qui les a publiées et pourquoi.

Tout cela est essentiel pour détecter les manifestations de la "désinfodémie", ce qui est fondamental pour apporter des réponses supplémentaires - qu'elles soient d'ordre juridique, technique, éthique, éducative ou d'autres types d'interventions.

1.1 Hypothèses clés

Les réponses d'identification apportent un éclairage bien nécessaire sur la "désinfodémie", en fournissant la base de preuves dont dépendent d'autres types de réponses à la désinformation. Les vérifications de faits, par exemple, sont utilisées par les [sociétés Internet](#) pour identifier et agir sur la visibilité de la désinformation sur le COVID-19, ainsi que par les gouvernements et les organisations internationales qui peuvent alors décider quoi, quand et s'ils doivent lancer des initiatives politiques ou pratiques comme des campagnes de contre-désinformation ciblées.

DÉSINFODÉMIE: Note d'orientation ° 1

Il est reconnu que les vérifications factuelles ont [tendance à moins motiver les partages](#) des utilisateurs sur les réseaux sociaux que la désinformation virale qu'ils contredisent. On craint également que prêter attention aux contre-vérités puisse contribuer à les amplifier. Cependant, l'hypothèse opérationnelle est que le travail de vérification et de démystification reste inévitable, en tant que moyen de révéler la vérité et pour [rendre les individus, les personnalités publiques, les institutions et les médias responsables](#) de leurs allégations incorrectes.

1.2 Défis clés

Le volume et la diversité des types de désinformation sur le COVID-19 font qu'il est difficile pour les groupes de vérification des faits, les journalistes et autres acteurs exerçant des fonctions d'enquête, de surveiller, de rapporter et d'attirer l'attention du public sur tous les cas et toutes les dimensions. Cela est encore compliqué par l'ampleur de la tâche d'enquête approfondie, ainsi que par l'évaluation des effets escomptés et imprévus de l'identification et d'autres types de réponses. Cependant, la production de cette analyse est cruciale pour développer ou modifier les réponses. Le défi pour les vérificateurs des faits (fact checkers) est de fonctionner efficacement dans tous les pays et dans toutes les langues, à l'échelle mondiale et avec un impact. Cela est fondamental pour permettre à la société d'accéder aux informations nécessaires afin de garantir que les différentes réponses soient efficaces contre la « désinfodémie » et soient, en même temps, conformes aux normes internationales en matière de liberté d'expression et d'autres droits humains, tels que celui à la vie privée.

Les journalistes, en tant qu'enquêteurs clés de la désinformation, sont particulièrement soumis au stress avec le COVID-19. Cela est dû à la taille et à la complexité du travail de reportage, aux nouveaux et croissants déficits de revenus qui menacent la masse salariale des rédactions et la capacité de financer les enquêtes, ainsi qu'aux risques liés à la sécurité. Le défi essentiel est que si l'industrie de l'information n'est pas viable, une force majeure pour identifier et exposer la désinformation sera perdue, laissant le champ plus ouvert à la propagation de la désinfodémie.

1.3 Opportunités clés

La crise actuelle est l'occasion que des réponses indépendantes de contrôle et d'identification réaffirment la valeur des faits et de la science. C'est aussi l'opportunité d'encourager la réflexion publique sur le contenu qu'on devrait considérer comme crédible et ce que les gens décideront de partager. L'identification des informations erronées sur le COVID-19 et l'analyse des réponses permettront, au fil du temps, une évaluation continue de [l'efficacité des sociétés de communications Internet](#) à réduire l'escalade de la "désinfodémie". Les réponses d'identification sont essentielles pour surveiller les impacts sur les femmes, les enfants, les personnes âgées, les minorités, les migrants, les autres citoyens et communautés vulnérables.

La désinfodémie offre également la possibilité de renforcer les ressources de réponses d'identification. Bien que [WhatsApp](#), [Facebook](#), [Google](#), et [Twitter](#) aient promis un financement pour les organisations de vérification et le journalisme local, un soutien continu est nécessaire tout au long de la pandémie et ultérieurement.

Bien qu'il soit nécessaire de travailler à la subsistance économique du journalisme (voir ci-dessous), les journalistes se perfectionnent de plus en plus au niveau de leurs connaissances et compétences en développant leurs capacités d'investigation numérique pour aider à la découverte et à l'exposition de contenu de désinformation, ainsi que des réseaux qui la produisent et la distribuent. Certains journalistes explorent également certains aspects des différentes réponses à la "désinfodémie" et [encouragent un débat politique à leur sujet](#). La crise est l'occasion pour les journalistes de renforcer leurs capacités et leur crédibilité, et de rendre visible leur contribution indispensable à la société en période d'urgence.



2 Réponses relatives à la production et la distribution de désinformation sur le COVID-19

Cette modalité fait référence aux réponses qui portent sur l'utilisation du pouvoir politique pour façonner l'écosystème plus large de l'information et du contenu en relation avec le "désinfodémie". Ces efforts se concentrent généralement sur la production et la distribution de désinformation (bien que certains concernent également la consommation). Les interventions incluent des mesures criminalisant la désinformation sur le COVID-19, mais également l'augmentation de l'offre disponible qui vise à corriger les contre-vérités sur la santé et, plus rarement, le soutien aux médias indépendants.

2.2 Défis clés

Il existe un risque sérieux que des réponses pour mettre un frein à la désinformation sur le COVID-19 puissent également nuire au rôle d'un journalisme libre et de qualité dans ses efforts pour lutter contre cette même "désinfodémie". De telles réponses pourraient inclure des mesures qui ([intentionnellement ou non](#)) criminalisent le [journalisme critique](#), comme les lois dites de "fausses nouvelles" (fake news). Ces réponses violent souvent les normes internationales qui exigent qu'on évalue la proportionnalité et la nécessité lorsqu'on applique la limitation de la liberté d'expression.

Bien qu'elles soient présentées comme des « remèdes », certaines de ces mesures juridiques et politiques pourraient en fait [nuire aux reportages](#), discours et débats politiques légitimes, essentiels pour dévoiler la vérité et s'assurer qu'elle l'emporte sur les contre-vérités. Des réponses brutales à la désinformation qui restreignent les droits à la liberté d'expression, telles que les lois sur les "fausses nouvelles", pourraient en fait entraver le travail des journalistes et d'autres personnes engagées dans des recherches, des enquêtes et des récits essentiels sur la pandémie et la désinfodémie qui contribue à l'alimenter. Ce travail comprend des efforts de vérification et de démystification qui sont essentiels pour l'élaboration de politiques bien informées, ainsi que les processus de mise en œuvre et d'examen nécessaires pour s'attaquer au COVID-19.

Il existe également le risque associé que les lois et les réglementations appliquées à la hâte pour tenter de faire face à la "désinfodémie" puissent

2.1 Hypothèses clés

Cette catégorie de réponses intervient dans la sphère de l'information-désinformation, en limitant ou récompensant les comportements des personnes et des institutions impliquées dans la production, la circulation et la consommation des contenus. En même temps, on accorde parfois de l'attention à la production de contenu officiel dans l'espoir qu'il fera autorité. Ces réponses visent à influencer directement les contenus disponibles pour le public en ce qui concerne les proportions et l'importance de l'information par rapport à la désinformation.

L'espoir sous-jacent est que la modification de la sphère des communications de manière centralisée puisse atténuer la désinformation, ou au moins réduire son impact, permettant ainsi à la société de s'attaquer au COVID-19 de manière scientifiquement fondée. L'alignement de l'approche à la liberté d'expression et aux objectifs de développement durable dans son ensemble suppose que ceux qui conduisent les réponses en matière de gouvernance sont motivés par l'intérêt public et que leurs mesures seront relativement apolitiques en termes d'options et de coûts-avantages, tout en respectant les droits humains.

saper l'utilisation plus large d'Internet en gênant les communications des citoyens.

De plus, il peut y avoir des dommages collatéraux résultant de restrictions qui ne visent même pas les questions d'information et de désinformation. Le confinement nécessaire pour protéger la santé publique a un large éventail de conséquences inattendues, notamment la possibilité de livrer le coup de grâce à un nombre croissant d'organismes de presse indépendants à travers le monde. Les médias d'information ont également du mal à survivre au blocage automatisé de la publicité qui apparaît à côté des contenus qui utilisent le terme « coronavirus ». Les modèles économiques des médias traditionnels, déjà fragiles et dépendants de la publicité, se [sont effondrés dans certains cas](#), entraînant la cessation d'activité d'un certain nombre de médias d'information. Cela réduit encore plus l'accès à des informations fiables d'intérêt public et augmente la vulnérabilité et l'exposition des personnes face à la "désinfodémie". Le moment actuel a été décrit comme un ["événement d'extinction des médias"](#). S'il n'est pas atténué, cela pourrait faire disparaître les entreprises médiatiques, en provoquant des conséquences à court et à long terme pour les sociétés.

Les réponses restrictives et punitives à la « désinfodémie » constituent un défi supplémentaire car elles peuvent éclipser le potentiel d'utilisation du pouvoir politique et des réglementations pour réguler par des incitations et des mesures d'autonomisation, de sorte que divers acteurs, dont les médias, puissent renforcer leur rôle contre la désinformation.

2.3 Opportunités clés

Les mesures politiques et autres réponses dans cette catégorie peuvent jouer un rôle clé en soutenant l'offre d'informations, comme antidote à la désinformation.

Il existe l'opportunité, ainsi que le font certains gouvernements, certaines entreprises et la Commission UNESCO-UIT sur le haut-débit, de promouvoir une connectivité haut débit abordable. Il est également possible de lever ou de suspendre les fermetures d'Internet là où elles existent, supprimer les restrictions arbitraires sur la liberté d'expression et promouvoir les initiatives d'éducation aux médias et à l'information (EMI).

C'est aussi l'occasion de reconnaître que les institutions médiatiques aident à combattre la « désinfodémie » et permettent que les réponses offertes par les États et les corporations soient plus transparentes. Il existe une fenêtre d'impact vital grâce à des investissements considérables dans des mesures de relance et des plans de sauvetage pour le journalisme indépendant et les médias. Ce soutien au journalisme indépendant, y compris aux médias de service public authentiques, est essentiel pour garantir la durabilité du journalisme en tant que bien public, car la pandémie pèse encore plus sur les institutions médiatiques. Avant qu'il ne soit trop tard, des actions politiques sont essentielles pour garantir que le journalisme, en tant qu'information vérifiable publiée dans le domaine public (par opposition à la messagerie privée), continue d'être mis à disposition en tant que service essentiel d'intérêt public.

Les autorités ont la possibilité de faire progresser la réalisation de l'objectif de développement durable 16.10 - "Accès du public à l'information et aux libertés fondamentales" - en luttant contre la désinformation par la promotion de mesures de transparence actives. Cela comprend, par exemple, la publication de sources de données ouvertes (par exemple, sur les taux d'infection, les taux de décès et de récupération, le manque d'équipement, etc. - dans le cadre du

respect de la [vie privée des individus](#)) et de se montrer transparent sur les dépenses publiques liées à la pandémie et à ses impacts. Ces données peuvent aider les vérificateurs des faits (y compris les journalistes) à examiner les informations circulant sur les multiples facettes de la crise. Cette transparence est également un aspect important du renforcement de la confiance du public dans les communications officielles sur la santé publique et pourra aider particulièrement dans la lutte contre la désinformation centrée sur les statistiques.

Les sociétés de communications Internet (comme les gouvernements et les organisations donatrices) ont un rôle à jouer en utilisant leur pouvoir privé afin de faire adopter des politiques visant à soutenir l'écosystème de l'information en fournissant un financement de base pour les médias (et les efforts de vérification de faits). Ces entreprises bien dotées en ressources peuvent également contribuer à avoir un impact en offrant un financement aux projets de journalisme indépendant axés sur l'étude des thèmes de désinformation et des réseaux liés à la désinfodémie sur le COVID-19. Les sociétés Internet pourraient également étendre les programmes destinés à dédommager les médias des revenus qu'ils tirent de leur contenu d'information. Un support tel que celui [proposé par Facebook pour deux pays](#) est un bon début. Le financement de ces sociétés (et d'autres) offert sans conditions, pour éviter les interférences et l'apparition de motivations de relations publiques, pourrait aider à soutenir des organisations de presse qui ouvrent des murs payants (paywalls) afin d'offrir gratuitement du contenu COVID-19 au public.

La désinfodémie est également une opportunité pour les entreprises qui fournissent un accès Internet d'apporter une contribution positive, en offrant des connexions gratuites à des sites d'information crédibles. Les fournisseurs d'applications pourraient, pour leur part, réduire le pourcentage qu'ils facturent pour la vente d'abonnements à des services d'information.



3 Réponses dans la production et la distribution de désinformation sur le COVID-19

Ces réponses se concentrent sur les actions au sein des institutions principales dans le domaine des communications - les médias d'information, les médias sociaux, les messageries et les moteurs de recherche. La plupart de ces réponses concernent la curation (c'est à dire l'édition, la gestion et la modération) du contenu, ce qui a un impact sur

la présence et l'importance des informations par rapport à la désinformation. Dans certains cas, ceux qui conçoivent ces réponses cherchent à réduire les incitations économiques pour les personnes cherchant à tirer profit de la désinformation sur le COVID-19, avec un impact sur la production. Dans d'autres cas, les réponses sont concentrées sur le fait de réduire la transmission d'un tel contenu.

3.1 Hypothèses clés

Les réponses dans cette catégorie supposent que les sociétés Internet et les organisations médiatiques disposent d'une grande flexibilité dans l'organisation de l'information (et de la désinformation) mises à disposition par le biais de leurs services. Ces réponses supposent que les modèles commerciaux de leurs entreprises ne sont pas intrinsèquement favorables à la désinformation et que leurs dirigeants sont prêts à dépenser de l'argent et à prendre des mesures pour [éviter d'être capturés](#) par les producteurs de désinformation au sujet du COVID-19.

Les réponses dépendent aussi de la volonté de ces acteurs d'utiliser leur pouvoir économique pour décourager ceux qui abusent des possibilités de transmission 'clickbait' (piège à clics) pour promouvoir de fausses informations sur la crise.

Le potentiel succès de ces réponses repose sur une responsabilité sociale élevée, une conscience éthique et une compétence en matière de contenu parmi les propriétaires et les employés de ces entreprises, ainsi que parmi leurs utilisateurs et leur public. De plus en plus, ces réponses font également confiance aux outils technologiques pour mettre en œuvre avec précision les politiques relatives au contenu, mais dans la pratique, l'automatisation reste un instrument grossier et elle est également déployée pendant la crise sans que des dispositions suffisantes soient prises pour assurer la réhabilitation des contenus [supprimés à tort](#) par ce système.

Une autre considération est que les propriétaires de ces entreprises sont les mieux placés pour décider de leurs politiques et pratiques internes sur la "désinfodémie", ce qui peut se faire au détriment de leur pratique de consultation multipartite et de leur transparence sur leurs normes et leur mise en œuvre.

3.2 Défis clés

Il est important d'aborder les dimensions de la "désinfodémie" qui se produisent au sein des sociétés Internet et des médias. Cependant, la plupart de ces mesures de curation, techniques et économiques étant principalement entre les mains d'acteurs privés, des décisions incohérentes et opaques sont prises. Un exemple est l'insuffisance d'informations sur la transparence liée aux publicités sur le COVID-19 fournies par les sociétés de communication sur Internet, empêchant ainsi un examen indépendant par les journalistes et les chercheurs/chercheuses.

On ignore également comment ils surveillent le passage à une plus grande automatisation, en termes d'effet sur la désinformation et l'information sur le COVID-19. Le patchwork de politiques et d'approches entre les différentes sociétés Internet reflète le pluralisme et la diversité, mais il peut également entraver une réponse globale efficace de l'industrie à la désinformation sur le COVID-19. En outre, il peut dissimuler des risques à la fois immédiats et durables pour les droits à la liberté d'expression et à la vie privée pris par les entreprises et les acteurs étatiques, en ce qui concerne la protection de la vie privée et la suppression du contenu.

En tant qu'institutions de contrôle traditionnelles dans la production et la transmission de contenu, les [institutions médiatiques](#) sont confrontées à des défis particuliers liés à la désinformation. La diversité des médias de presse est une contribution précieuse pour la société, mais certaines organisations médiatiques ont été capturées par des forces qui politisent indûment la crise d'une manière qui frise la désinformation. Certains journalistes sont également vulnérables aux supercheries, au sensationnalisme et à la pratique éthiquement problématique qui consiste à interpréter de manière erronée un engagement d'objectivité en adoptant une approche de "faux équilibre", où ils mettent en balance les sources fausses et les sources vraies. Ces phénomènes peuvent conduire à la légitimation de la désinformation sur le COVID-19 dans les médias. Ces facteurs vont à l'encontre du rôle du journalisme comme remède à la désinformation. Ils réduisent le potentiel des médias à promouvoir un débat public à propos des réponses à la "désinfodémie" ainsi que la nécessité de promouvoir un débat fondé sur des données probantes concernant l'approche politique plus large de la société face à la pandémie et à ses répercussions.

3.3 Opportunités clés

Cette pandémie est le moment approprié, et urgent, pour les entreprises de communications Internet de mettre davantage l'accent sur la transparence, les mécanismes de responsabilisation et l'interaction entre de multiples acteurs. De cette façon, elles seront en mesure de démontrer leur bonne volonté au-delà de la rentabilité et leur intérêt sincère à améliorer les politiques et les pratiques pour soutenir la qualité des informations face à la désinformation sur le COVID-19. Cela pourrait inclure des politiques de curation pour garantir que les médias d'information crédibles, et d'autres sources de contenu faisant autorité et reconnues, puissent continuer à affiner et disqualifier ou supprimer les faux contenus et leurs publicités respectives.

La crise actuelle constitue également une opportunité pour les médias et les journalistes de renforcer leur service au public grâce à une indépendance éditoriale accrue, ainsi qu'au respect des normes éthiques et professionnelles les plus élevées, avec de solides mécanismes d'autorégulation. Ainsi, le journalisme peut démontrer son respect des normes, se distinguer du type de contenu et d'interaction problématique prévalant dans les messageries privées et directes (y compris les applications de messagerie telles que WhatsApp), où la désinformation et ses agents peuvent prospérer en dehors du regard du public et continuer sans contrôle. Les médias peuvent ainsi utiliser la crise pour établir la fiabilité comme source de faits et d'opinions factuelles et la renforcer en exposant les acteurs de la désinformation.

Les organisations journalistiques peuvent mettre en valeur leur rôle qui est d'assurer des réponses transparentes et responsables de la part de tous les acteurs sur la désinformation et plus largement la crise du Covid-19. Les médias peuvent en outre contribuer à faire valoir la nécessité que toutes les interventions de COVID-19 tiennent compte [des cadres juridiques et normatifs internationaux en matière de droits de l'homme](#), et que toute restriction imposée réponde aux conditions des normes internationales sur la limitation des droits.



4 Réponses visant à soutenir les publics cibles de désinformation sur le COVID-19

Cette catégorie de réponses regroupe les interventions qui cherchent à s'adresser directement à ceux qui sont ciblés et reçoivent la désinformation, dont les communautés en ligne, les médias d'information et leur public. Cette catégorie couvre : les interventions normatives, telles que les résolutions et déclarations, le développement de l'éducation aux médias et à l'information, des initiatives visant à certifier la crédibilité du contenu. Les réponses visent à promouvoir les compétences des citoyens en matière de communication, qui comprennent, leurs capacités de réflexion critique et de vérification numérique. Il existe également des initiatives d'éducation et de formation au journalisme qui reconnaissent que les journalistes sont, en même temps, des acteurs clés dans la réponse à la désinformation sur le COVID-19 et des cibles de cette dernière.

4.1 Hypothèses clés

Cet ensemble de réponses ne concerne pas la protection "externe" des victimes de la désinformation mais plutôt les efforts entrepris pour préparer les personnes à être des agents actifs qui forment leur propre résistance face à la "désinfodémie".

Il suppose que les comportements du public sont influencés par les normes, l'éthique, les connaissances et les compétences, et que les interventions renforceront celles-ci par rapport à la désinformation sur le COVID-19, et aux réponses à cette dernière. Il est attendu que les gens se caractérisent par leur moralité, leur rationalité et leur ouverture à comprendre comment « se faire vacciner » contre la "désinfodémie". Cependant, il existe des preuves suggérant que de nombreuses personnes choisissent d'interagir avec un contenu qui renforce leurs préjugés et la désinformation, plutôt que de s'ouvrir à un contenu correct et crédible qui pourrait les inciter à changer d'avis.

Cette catégorie de réponses fonctionne également avec l'idée que les consommateurs de contenu vont répondre honnêtement à la certification de contenu, reconnaissant le mensonge de la désinformation et s'abstenant de la partager - ce qui ne se produit pas toujours. Une autre hypothèse complexe est que la certification de contenu crédible peut être un exercice très direct et non controversé, et qu'une telle certification de "qualité" peut coexister avec des compétences critiques en matière de médias et d'information des consommateurs de contenu.

Cette catégorie implique également des hypothèses selon lesquelles les journalistes ont la capacité et la [volonté d'adhérer à des codes d'éthique](#) et qu'ils souhaitent [améliorer leur couverture sur le COVID-19](#) en relevant les défis posés par la désinformation.

4.2 Défis clés

L'ampleur de la crise du COVID-19 et l'urgence des réponses à la "désinfodémie" peuvent conduire à des changements dans ce que l'on entend par "normal", comme la suspension ou l'affaiblissement des protections des droits humains. De nombreuses réponses peuvent s'imposer comme la nouvelle norme – pour le meilleur ou pour le pire. Il est donc difficile de veiller à ce que toutes les interventions en réponse à la "désinfodémie" soient ancrées dans des cadres juridiques et réglementaires relatifs aux droits humains, tels que la liberté d'expression, l'accès à l'information et le respect de la vie privée. Face à ce défi, de nombreux acteurs ont tenté de traiter ces points et de

responsabiliser le public (et leurs représentants au gouvernement) afin qu'ils sachent que les interventions contre le COVID-19 et la désinformation correspondante, devraient, par exemple, être nécessaires, proportionnelles et d'une durée limitée, en termes de normes internationales. Toutefois, l'impact de ces mises en garde dépend de la capacité à persuader ceux qui détiennent le pouvoir de se conformer à ces normes.

Un autre défi à contourner serait celui de réactions éducatives au problème se concentrant exclusivement sur le court terme, risquant de perdre de vue les liens possibles avec des programmes et des politiques d'autonomisation sur le long terme et des politiques d'éducation aux médias et à l'information, y compris pour les enfants, sur la désinformation en général.

4.3 Opportunités clés

La principale opportunité est non seulement de réaffirmer et de rappeler les normes relatives à l'accès à l'information et à la liberté d'expression, et de fournir une éducation et des moyens pour y parvenir, mais aussi d'approfondir et de renforcer ces connaissances, compétences et repères dans un environnement complexe et en rapide évolution.

Il est également possible de prendre immédiatement des mesures réglementaires, éducatives et de certification de crédibilité pour lutter contre la désinfodémie, dans la perspective d'impacts réglementaires et institutionnels à long terme.

Normatifs et institutionnels à long terme en tenant compte des normes internationales relatives aux droits de l'homme. Cela s'applique également au rôle de la formation aux médias et à l'information dans la construction d'approches normatives et éthiques.

De plus, la certification de crédibilité - c'est-à-dire l'attribution de certification de crédibilité pour signaler la désinformation sur le COVID-19 et la désignation de certaines institutions médiatiques comme sources dignes de confiance - peut également bénéficier du fait d'être guidée par les normes internationales relatives aux droits de l'homme. Une telle approche pourrait contribuer à dissuader la censure, à préserver la liberté d'expression et éviter de valider des médias dont les performances sont douteuses en matière de promotion de la désinformation.

La crise offre au public la possibilité d'apprendre à aborder les contenus avec scepticisme, et non avec cynisme, à se donner les moyens de porter des jugements éclairés sur la désinfodémie et les réponses à y apporter.

Conclusion

Pour récapituler le contexte

La [note d'orientation](#) qui accompagne celle-ci décrit **neuf thèmes clés** et **quatre principaux types** de formats associés à la "désinfodémie". Les thèmes identifiés comprennent de fausses informations sur les origines, l'incidence, les symptômes et les traitements du COVID-19, ainsi que du contenu trompeur et la dangereuse présentation du travail de journalistes crédibles et indépendants comme des "fausses nouvelles" par certains dirigeants politiques. Les formats adoptés incluent des récits fabriqués ou décontextualisés, de nature très émotionnelle (souvent partagés viralemment dans des applications de messages fermés), des faux sites Web, campagnes de désinformation coordonnées.

Afin de comprendre l'éventail des réponses à ces contenus, cette deuxième note se poursuit sur la base de la [première qui l'accompagne](#), qui regroupe les réponses à la "désinformation" en **10 sous-catégories**.

Ces réponses, à leur tour, sont regroupées en **quatre catégories**:

- Les réponses de contrôle et d'enquête (qui aident à identifier la désinformation sur le COVID-19, à la démentir et à l'exposer)
- Loi et réglementations, réponses des États visant à combattre la "désinfodémie" (prises ensemble, ces réponses représentent la gouvernance des écosystèmes)
- Curation, réponses technologiques et économiques (pertinentes pour les politiques et pratiques des institutions gérant du contenu)
- Réponses éthiques, normatives, pédagogiques ; autonomisation et certification de crédibilité (ces réponses sont spécialement destinées aux publics cibles de la désinformation).

Cette deuxième note d'orientation va plus loin dans l'analyse, en examinant les hypothèses sous-jacentes, les défis et les opportunités de chacun des **10 types de réponses** couvertes dans ces quatre catégories. Après avoir récapitulé cette réflexion, il est maintenant possible de présenter une analyse au niveau transversal.

Diagnostic transversal

Hypothèses: Les réponses évaluées dans cette note d'orientation se basent chacune sur des hypothèses sous-jacentes, dont certaines peuvent être remises en question et appellent à une vérification. Elles peuvent être absentes dans certains cas, et dans d'autres, elles peuvent servir à miner les résultats escomptés des interventions.

Les modalités de réponse partagent une caractéristique commune : elles cherchent toutes à renforcer et à rendre visibles des informations qui sont, véritablement, d'intérêt public (comme le journalisme indépendant et l'information publique de santé), tout en invalidant (ou du moins en disqualifiant) la désinformation liée au COVID-19. Cela implique une

"théorie du changement". Même si cette théorie n'est que peu développée, les forces et les faiblesses sur laquelle elle repose sont fondamentales pour assurer l'efficacité des interventions.

On suppose en outre, dans la plupart des réponses, qu'il est adéquat de fonder l'intervention implicitement ou explicitement sur la réorientation des stratégies précoronavirus contre la désinformation associée à des sujets tels que les campagnes politiques, le changement climatique et la vaccination. Toutefois, ces stratégies peuvent ne pas être adéquates compte tenu de l'ampleur, des impacts et des conditions de la crise actuelle.

La proportion de désinformation (tel que la production et transmission délibérée de mensonges) et la

mésinformation (tel que l'ignorant, même motivé de façon bénévole, peut faire circuler) peut varier en fonction du sujet. Les élections sont plus à même de générer un volume important de désinformation en relation avec la mésinformation, alors que des propos anti-vaccination provoqueraient l'inverse. En ce qui concerne la désinfodémie, le dosage et les conséquences peuvent être différents selon les pays et les communautés, et sont encore dynamiques et relativement inconnus.

De nombreuses initiatives dans les réponses actuelles à la "désinfodémie" fonctionnent en termes d'intuitions sur ce qui est nécessaire, et comment une intervention peut fonctionner, et avance ainsi en absence de toute évidence empirique. On peut comprendre que, compte tenu de la rapidité de ces réponses, il est trop tôt pour vérifier leurs hypothèses sous-jacentes en termes d'impact factuel. Cependant, il semble que peu d'acteurs aient prévu un suivi indépendant ou une évaluation d'impact, y compris un suivi et une évaluation pour détecter des résultats imprévus, tel que l'effet à long

terme sur le droit à la liberté d'expression, y compris l'accès à l'information et le respect de la vie privée.

Rendre des comptes (accountability): Il est reconnu que la plupart des réponses ont non seulement été conçues rapidement, mais sont mises en œuvre dans des conditions d'urgence, dans une course contre la montre contre le COVID-19, pour faire face à des menaces sans précédent pour la santé publique, avec des implications sociales et économiques massives - qui sont aggravées par la "désinfodémie". Cependant, un autre problème est celui de la transparence de certaines réponses. Il apparaît également que de nombreuses réponses n'ont pas pris en compte les normes internationales relatives aux limitations de la liberté d'expression, notamment en ce qui concerne les critères de nécessité et de proportionnalité. De tels excès violent le droit légitime à la liberté d'expression, et en particulier la liberté des médias, qui est une condition préalable à la fourniture d'informations pouvant aider à surmonter le défi de la désinformation.

Inventaire des défis et opportunités

- **Délais:** Certaines réponses - telles que les nouvelles réglementations - sont orientées vers des résultats immédiats, d'autres, comme l'autonomisation (empowerment) des utilisateurs, sont plus à moyen terme. Par conséquent, il existe des mesures telles que le développement d'une éducation critique aux médias et à l'information, dont la mise en place prendra plus de temps, mais qui aura des conséquences durables, tandis que d'autres (telles que les mesures de soutien au contenu journalistique sur la crise) dépendent davantage du temps qui leur est imparti. Il convient de noter que différents problèmes et opportunités opèrent dans des délais différents.
- **Complémentarités:** Les 10 types de réponses à la "désinfodémie" décrites dans ces notes d'orientation sont à bien des égards complémentaires et peuvent être reconnues comme un ensemble holistique d'interventions. Par exemple, dans de nombreux cas, des journalistes ont dénoncé des informations en ligne qui n'avaient pas été détectées par les sociétés Internet qui ont permis leur diffusion. Dans un contexte plus vaste de réponses, les actions de ces entreprises doivent recevoir notre attention. En effet, l'utilisation du pouvoir et de la politique, ainsi que l'attention portée aux publics, sont les catégories de réponses qui peuvent régler le problème de la désinformation en dehors des actions entreprises par l'industrie.
- **Contradictions:** Dans certains cas, un type de réponse peut aller à l'encontre d'un autre. Par exemple, un déséquilibre qui mettrait trop l'accent sur une réglementation venant du haut tout en négligeant la nécessité d'une responsabilisation de la base. Un autre risque serait le fait d'attraper des journalistes dans des filets destinés aux agents de désinformation, par l'intermédiaire de la criminalisation des publications ou de la diffusion de fausses informations liées au COVID-19, alors que les journalistes sont nécessaires pour lutter contre la "désinfodémie". Il convient également de noter que la contre-information doit coexister avec le journalisme indépendant, ne pas lui faire concurrence ni se faire aux dépens de celui-ci. Les différentes interventions doivent être alignées plutôt que d'aller dans des directions opposées.
- **Genre:** Beaucoup de réponses à la désinformation sur le COVID-19 sont aveugles au genre, ce qui implique le risque d'ignorer les subtilités dans la manière dont les faux contenus ont tendance à cibler différemment les catégories de personnes, et la façon dont les gens réagissent au contenu concerné. Il est également important de noter que les modèles de comportement établis par les agents de désinformation incluent les attaques sexistes en ligne (avec des modes de menace allant de [l'abus aux atteintes à la sécurité numérique et à la vie privée](#)). De plus, il y a le problème de l'accès à l'information pour les femmes et les filles, souvent restreint dans certains contextes, et menacé par la violence domestique. Un autre problème est que la grande majorité des visages et des voix d'autorité dans la crise du COVID-19 sont des hommes, et cela montre la nécessité d'une plus grande inclusion des femmes dans les réponses à la "désinfodémie", mais également dans les réponses à la pandémie elle-même.
- **L'âge est un autre élément démographique** qui n'est pas suffisamment pris en compte dans les réponses, notamment en ce qui concerne les enfants et les personnes âgées.

Diagnostic général

La désinformation abonde en l'absence d'informations fiables. Elle prospère également au sein d'un volume important de contenu d'où il est difficile de distinguer le vrai du faux, un fait vérifié et un fait qui ne l'est pas. Elle profite du besoin des personnes de comprendre des développements complexes, ainsi que de leurs peurs et leurs espoirs. Par conséquent, une approche multiples facettes est nécessaire - une approche qui va également au-delà du domaine de la communication et du contenu mis en cause, pour inclure des mesures pratiques telles que la solidarité sociale, ainsi que des supports médicaux et matériels efficaces pour les personnes vulnérables en période de grands changements et de risques importants.

Une crise aussi critique pour l'humanité que celle du COVID-19 nécessite des réponses concertées et transversales à travers une gamme de dimensions, avec la participation de différents acteurs qui collaborent pour l'intérêt global commun. Toute stratégie cohérente de lutte dans le domaine de la "désinfodémie" doit reconnaître la valeur de

l'adoption d'une approche globale et analytique du problème, ainsi qu'une gamme de réponses à effet de levier. Il est évident dans ce contexte que la liberté d'expression, l'accès à l'information et le journalisme indépendant - soutenus par un accès ouvert et abordable à Internet - sont des droits humains fondamentaux et constituent également des éléments essentiels de l'arsenal contre la "désinfodémie".

La lutte contre la crise de désinformation sur le COVID-19 n'est pas un appel à supprimer le pluralisme de l'information et de l'opinion, ni à supprimer des débats politiques vigoureux. C'est un combat pour les faits réels, car sans informations factuelles pour tous, il ne sera pas possible de remporter la victoire contre la pandémie de coronavirus. Cependant, si ce combat réussit, bon nombre des méthodes et stratégies appliquées pour lutter contre la "désinfodémie" seront des contre-mesures utiles dans les batailles pour surmonter la désinformation sur le changement climatique, les élections et d'autres questions d'intérêt public.

Options d'action

L'UNESCO pourrait:

- Renforcer son assistance technique aux États membres pour développer leurs cadres réglementaires et leurs politiques, conformément aux normes internationales sur la liberté d'expression et la vie privée, afin de lutter contre la "désinfodémie".
- Investir dans le suivi de la "désinfodémie" et mesurer et évaluer les impacts des interventions, dans le cadre des droits humains.
- Augmenter le soutien aux institutions médiatiques dans les pays en développement, également par l'intermédiaire du Programme international pour le développement de la communication (PIDC).
- Envisager d'organiser des conférences à distance, des échanges de connaissances et des interventions sur l'éducation aux médias et à l'information pour lutter contre la "désinfodémie".
- Dans le cadre de son mandat de promotion de la liberté d'expression, [intensifier ses travaux](#) sur la question de la désinformation en général, en alliance avec d'autres organisations des Nations Unies et l'ensemble des acteurs engagés.
- Intensifier son travail d'éducation aux médias et à l'information et à la formation des journalistes comme réponse à la désinfodémie.
- Soutenir des réponses à la pandémie et à la désinfodémie qui soient sensibles au genre.

D'autres institutions internationales pourraient:

- Encourager le renforcement de l'éventail des différentes réponses à la "désinfodémie", alignées sur les normes internationales relatives aux droits humains.
- Encourager les donateurs à investir spécifiquement dans des mesures visant à lutter contre la désinformation sur le COVID-19 qui renforcent l'éducation aux médias et à l'information, la liberté d'expression, le journalisme indépendant et le développement des médias.

Les gouvernements pourraient:

- Revoir et adapter leurs réponses à la "désinfodémie" en vue de les mettre en conformité avec les normes internationales relatives aux droits humains (notamment la liberté d'expression, dont [l'accès à l'information et la vie privée](#)) et pour prévoir le suivi et l'évaluation.
- Accroître la transparence et la divulgation proactive des informations et des données officielles, en particulier sur les questions liées au COVID-19, et surveiller ces mesures conformément au droit à l'information et à l'indicateur 16.10.2 de l'ODD qui évalue l'adoption et la mise en œuvre des garanties constitutionnelles, législatives et/ou réglementaires de l'accès public à l'information.

Promouvoir une connectivité abordable pour tous et pour toutes en accord avec le concept d'["Universalité de l'Internet"](#) de l'UNESCO et les quatre principes "DOAM" (basé sur le Droit, Ouvert, Accessible et avec la participation de Multiples acteurs).

- Soutenir l'investissement dans le renforcement des médias indépendants et de service public car l'impact de la crise du COVID-19 menace la pérennité du journalisme dans le monde entier
- Financer des projets spécifiques et soutenir l'éducation aux médias et à l'information concentrés sur la lutte contre la désinfodémie, notamment par des interventions éducatives ciblant les enfants, les jeunes et les citoyens plus âgés
- Assurer l'égalité des genres dans le leadership et les réponses publiques à la fois sur la pandémie et la désinfodémie, dans de nombreux contextes

Les organismes chargés de l'application des lois et la fonction judiciaire pourraient:

- Veiller à ce que les autorités chargées du respect des lois soient conscientes de la nécessité de protéger la liberté d'expression et la vie privée des journalistes, et de ceux qui publient des informations vérifiables dans l'intérêt public, afin d'éviter des arrestations arbitraires pendant la pandémie.
- Le personnel juridique, en particulier les juges, pourraient accorder une attention particulière lors de l'examen des affaires relatives aux mesures de lutte contre la désinformation, en veillant à ce que les normes internationales sur la liberté d'expression et la vie privée soient pleinement respectées dans le cadre de ces mesures.

Les sociétés Internet pourraient:

- Intensifier leur interaction avec de multiples acteurs et la transparence de leurs réponses, fournir davantage de soutien financier aux réseaux de vérification, au journalisme indépendant (particulièrement ceux qui se concentrent sur les enquêtes ciblant les réseaux de désinformation, et les [agences de presse locales](#), particulièrement vulnérables dans la crise) et aux campagnes d'éducation aux médias et à l'information.
- Effectuer le type d'investissements décrit ci-dessus 'sans aucune condition' et avec transparence, afin d'éviter l'apparition d'interventions qui ne servent qu'à des exercices de relations publiques.
- Se concentrer sur la curation pour s'assurer que les utilisateurs puissent facilement accéder au journalisme en tant qu'information vérifiée et partagée dans l'intérêt public - en particulier pendant la pandémie, mais également ultérieurement.
- Travailler à améliorer la visibilité des informations crédibles et à compenser financièrement les médias d'information, en particulier maintenant que de nombreux organismes de presse ont supprimé leurs 'paywall' et autres obstacles pour permettre l'accès à leur contenu pendant la pandémie.
- Ne pas trop se fier à l'automatisation, en particulier pour la modération du contenu, lorsqu'il est nécessaire d'étendre le processus de révision humaine, même s'il est actuellement entravé par un manque de personnel.
- Appliquer les leçons apprises lors de la réponse urgente à la désinfodémie du COVID-19 pour les appliquer à la désinformation politique qui menace la démocratie au niveau international.

Le secteur des médias pourrait:

- Redoubler d'efforts en tant qu'intervenants professionnels de première ligne face à la désinfodémie, grâce à des investissements accrus dans la vérification des faits, la démystification, les enquêtes sur la désinformation, la poursuite de questions solides sur les réponses à la pandémie et à la désinfodémie, et en renforçant la responsabilisation et la transparence en ce qui concerne les acteurs politiques, États, institutions et secteur privé.
- Couvrir les implications des réponses à la pandémie en termes de droits humains, y compris celles qui compromettent les droits à la liberté d'expression, à l'accès à l'information et à la vie privée
- Envisager des collaborations sur les enquêtes et la démystification sur la désinformation sur le COVID-19 avec d'autres organismes de presse et d'autres publics, y compris internationaux. Les [partenariats avec le public peuvent également](#) s'avérer des réussites.
- Explorer les limites de l'innovation dans le contexte de salles de rédaction fermées et des réductions de personnel en produisant des informations de santé publique dans des formats plus accessibles et attrayants, tels que des infographies, des podcasts et des forums en ligne [modérés par des experts médicaux](#); et tirer davantage parti du Contenu généré par l'utilisateur (UGC) en le soumettant à une vérification rigoureuse.
- Veiller à ce que les expériences des pays en développement concernant leur couverture de la "désinfodémie" ne soient pas ignorées.
- Garantir la préparation du personnel [face aux risques de sécurité](#) associés aux reportages sur la "désinfodémie": augmentation des menaces à leur sécurité, abus en ligne, attaques physiques, en mettant l'accent sur la sensibilité au genre.

Les groupes de la société civile pourraient :

- Renforcer leurs exigences pour que les réponses à la "désinfodémie" soient conformes aux normes internationales des droits humains.
- Etablir des partenariats avec des journalistes et des organisations médiatiques pour développer des projets d'enquête et de suivi sur la désinformation à propos du COVID-19 et les réponses apportées.
- Renforcer l'exécution de projets d'éducation aux médias et à l'information et des programmes qui soutiennent le journalisme indépendant.
- Collaborer pour s'assurer que les organisations intergouvernementales répondent correctement à la "désinfodémie" et à ses impacts.
- Considérer des programmes ciblant les enfants et les citoyens plus âgés qui reçoivent peu d'attention lors des campagnes d'éducation aux médias et à l'information et sont ainsi plus susceptibles d'être exploités par des agents de désinformation

Les chercheuses pourraient :

- Réorienter leurs programmes de recherche pour se concentrer sur la désinfodémie, les réponses à celle-ci et ses impacts.
- Étudier les formats peu étudiés tels que les jeux vidéo interactifs où la désinformation et les contre-mesures peuvent cibler efficacement les jeunes.
- Se lancer dans des projets de recherche-action participative qui répondent aux incidents critiques liés à la désinfodémie, et peuvent également fournir un soutien pratique urgent.
- Collaborer avec des journalistes, des organisations médiatiques et des groupes de la société civile sur des projets qui aident à exposer et à lutter contre la désinformation, ainsi que sur des exercices de suivi et d'évaluation axés sur les réponses à la désinfodémie.
- Étudier les campagnes de désinformation multiplateformes pour obtenir une perspective plus complète et holistique sur la désinfodémie.
- Procéder à une évaluation indépendante, quantitative et qualitative et au suivi continu des réponses COVID-19 mises en œuvre par les entreprises de communication d'Internet.
- Assurer la visibilité de l'expertise féminine comme moyen de lutte contre les inégalités de genre dans les débats internationaux sur la désinfodémie.



Le Programme de communication et d'information pour lequel l'UNESCO est mandaté semble plus pertinent que jamais en ce qui concerne la désinfodémie. Le travail en cours implique :

- la liberté d'expression et la sécurité des journalistes – il s'agit de promouvoir un journalisme de qualité libre, pluraliste, indépendant et sûr, antidote à la désinformation (et également aux réactions excessives qui peuvent restreindre l'expression de manière injustifiée).
- l'accès à l'information – il s'agit de favoriser la transparence et la divulgation proactive par les gouvernements, ce qui permet de produire des informations d'origine officielle faisant autorité, comme alternative aux rumeurs et aux mensonges.
- les innovations numériques et les technologies – il s'agit d'examiner comment la technologie produit, hiérarchise, partage et évalue les informations (et la désinformation).
- le développement des médias et de la société – il s'agit de favoriser la résilience grâce à l'éducation aux médias et à l'information, en faisant progresser l'égalité des genres dans et par les médias, et les médias communautaires, vecteurs essentiels du pluralisme des médias.

L'action de l'UNESCO contre la désinfodémie

En réponse à la crise, le Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO a [intensifié ses travaux](#) concernant les dimensions « offre », « demande » et « transmission » de la « désinfodémie ».

Du côté de l'« offre », le secteur s'efforce de souligner que, pour contrer les rumeurs, les gouvernements peuvent renforcer la transparence officielle et accroître la divulgation proactive et l'ouverture des données, conformément à la législation et à la politique en matière de droit à l'information. En effet, dans cette crise, l'accès à l'information d'origine officielle est essentiel pour la crédibilité et les communications.

Cependant, cet important domaine d'action « offre » ne se substitue pas aux informations produites par les médias. Par conséquent, le Secteur cherche à convaincre les autorités de considérer le journalisme libre et professionnel comme un allié dans la lutte contre la désinformation. En effet, les médias d'information fonctionnent ouvertement dans l'espace public alors qu'une grande partie de la désinformation est produite hors-radar sur les applications de messagerie sociale, il n'est donc pas facile de tenir pour responsables les personnes impliquées. La campagne pour la [Journée mondiale de la liberté de la presse](#) (3 mai 2020) a renforcé ce constat : un journalisme sans crainte ni complaisance est particulièrement vitale pendant la pandémie.

Dans le cadre de la campagne, l'UNESCO - comme d'autres acteurs des Nations Unies - exhorte les gouvernements à ne pas imposer de restrictions à la liberté d'expression qui pourraient nuire au rôle essentiel du journalisme indépendant. Au contraire, les États sont encouragés à reconnaître le journalisme comme un pouvoir contre la désinformation -même lorsqu'il génère des informations vérifiées et des opinions éclairées qui peuvent déranger des personnes détenant le pouvoir. Le Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO partage également de bonnes pratiques telles que la reconnaissance officielle des médias en tant que service essentiel qui, sous réserve d'indépendance et de transparence, mérite également le soutien de l'État, en ces temps de turbulence économique.

L'UNESCO s'efforce de renforcer le professionnalisme du journalisme dans la couverture de cette crise. Un appel à la coopération lancé par l'Association internationale des études et recherches sur l'information et la communication (AIERI) a permis de lancer 20 traductions de la publication "[Journalism, 'Fake News' and Disinformation: A Handbook for Journalism Education and Training](#)" (Journalisme, fausses nouvelles & désinformation: manuel pour l'enseignement et la formation en matière de journalisme). Un cours en ligne ouvert à grande échelle, qui sera déployé dans plusieurs langues, est en cours d'élaboration avec la chaire UNESCO en communication de l'Université d'Austin, au Texas.

En ce qui concerne la « transmission » de la désinformation, l'UNESCO œuvre à promouvoir l'universalité de l'Internet comme moyen d'aligner le développement numérique sur le développement durable. Cela implique de faire progresser les normes basées sur les principes [D.O.A.M. convenus par nos États membres](#).

En conséquence, nous travaillons avec les sociétés Internet, les gouvernements, la société civile et d'autres acteurs pour garantir que l'Internet respecte les droits de l'homme, soit ouvert, accessible à tous et régi par des processus multipartites. La série de [publications de l'UNESCO sur la liberté d'Internet](#) fournit des indications sur la manière dont les réseaux numériques peuvent respecter la liberté d'expression et la vie privée, tout en évitant les discours de haine et la radicalisation de l'extrémisme violent qui se combinent avec la désinformation.

Du côté « récepteur » / « demande », l'UNESCO diffuse des messages clés d'information sur la santé publique, en partenariat avec des agences comme l'OMS, afin de fournir des faits faisant autorité qui peuvent contredire les contrevérités avec des informations véridiques. Cette activité est mise en œuvre par le biais de réseaux dans les médias, dont les radios communautaires et les radiodiffuseurs publics, et via les propres canaux de médias sociaux de l'UNESCO.

L'UNESCO renforce également la résilience des publics en intensifiant ses initiatives en ligne d'éducation aux médias et à l'information. Il s'agit de cultiver la pensée critique et la participation consciente aux communications. Par exemple, grâce à de nombreux partenaires, l'Organisation accélère sa promotion des hashtags #PenserAvantDePartager, #PenserAvantDeCliquer et #PartagerLeSavoir.

Un hackathon mondial « CodeTheCurve », en partenariat avec IBM et SAP, a recruté des jeunes du monde entier pour proposer des solutions technologiques afin d'aider à contrer la crise. Des institutions du patrimoine documentaire sont mobilisées pour fournir des perspectives sur la manière dont les pandémies précédentes ont été traitées et les leçons qui en sont ressorties. Quatre projets spéciaux ont été approuvés par le Programme international de l'UNESCO pour le développement de la communication (PIDC) afin d'[aider les journalistes à répondre au coronavirus](#) en Afrique de l'Est, en Afrique australe, en Inde et dans les Caraïbes. Les activités visant à promouvoir la science ouverte et les ressources éducatives ouvertes, ainsi que l'innovation dans les technologies numériques à travers des campagnes comme #NeDevenezPasViral et #PartagezL'information, font également partie du tableau.

Le Secteur travaille également au sein de la Commission sur le haut-débit qui a reconnu l'importance de l'accès à l'information dans la réponse à la crise et supervise les [recherches du Groupe de travail de la Commission sur la liberté d'expression et la désinformation](#).

[À bien des égards](#), l'UNESCO fait valoir que les droits à la liberté d'expression et à l'accès à l'information sont de puissants remèdes aux dangers de la désinformation.

Ce sont ces droits qui permettent aux gouvernements et au public de prendre des décisions concernant les politiques et les pratiques qui soient fondées sur des preuves, ainsi que de mettre en œuvre et surveiller les réponses à la pandémie qui soient fondées à la fois sur la science et sur les valeurs des droits de l'homme. Sur cette base, le travail de l'UNESCO dans le domaine de l'information et de la communication peut aider l'humanité à traverser les défis actuels de la manière la plus optimale possible.

Méthodologie

Les résultats présentés ici sont le résultat d'une recherche documentaire effectuée par les auteurs, avec des contributions fournies par les collaborateurs de recherche suivants : Denis Teyssou (AFP), Clara Hanot (EU Disinfo Lab), Trisha Meyer (Vrije Universiteit Brussel), Sam Gregory (Témoignage) et Diana Maynard (Université de Sheffield).

L'ensemble de données sur lequel les résultats sont basés se compose d'un échantillon de [plus de 200 articles](#), notes d'orientation et rapports de recherche. Cet ensemble de données a été identifié par les chercheurs, qui ont systématiquement recherché les bases de données publiques sélectionnées par le Réseau international de vérification des faits (IFCN) du Poynter Institute, et l'Index sur la censure, l'Institut international de la presse (IPI) et First Draft News, ainsi que les sites d'information en ligne, les gouvernements, les organisations intergouvernementales, les

professionnels de santé, les ONG, les *think tanks* et les publications universitaires. Les mots clés utilisés étaient les suivants : désinformation, mésinformation, COVID-19, coronavirus, épidémie et pandémie.

La recherche visait à inclure des sources provenant de pays de tous les continents, y compris si possible (selon les capacités linguistiques des chercheurs), des documents dans d'autres langues que l'anglais. Ces sources collectées ont maintenant été regroupées dans une base de données qui sera continuellement mise à jour au cours des prochains mois et qui est accessible au public [en cliquant ici](#). Bien que la désinformation évolue rapidement et soit de grande envergure, cette note d'orientation représente des conclusions basées sur un instantané des matériaux sources contenus dans cette base de données, au 10 avril 2020.



Programme multi donateurs pour la liberté d'expression et la sécurité des journalistes



Note d'orientation 1

DÉSINFODÉMIE:

[Déchiffrer la désinformation sur le COVID-19](#)

Les auteurs

Dr. Julie Posetti est directrice globale de la recherche au Centre international des journalistes (ICFJ). Elle est également chercheuse principale affiliée au Centre pour la liberté des médias de l'Université de Sheffield (CFOM) et à l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme de l'Université d'Oxford.

Le professeur Kalina Bontcheva est professeure en sciences informatiques et membre du Centre pour la liberté des médias de l'Université de Sheffield (CFOM).



Cette note d'orientation a été soutenue par le Centre international des journalistes (ICFJ), qui [soutient les journalistes travaillant en première ligne de la désinformation dans le monde entier](#), afin de garantir que des informations de santé publique précises, fiables et vérifiables atteignent les communautés partout dans le monde.

